

Communiqué de presse

Proposition de loi sur l'exploitation des gaz de schiste : la mobilisation doit continuer !

Paris, le 5 mai 2011 - Des collectifs citoyens, réunis au sein des coordinations nationale et européenne, des associations, des personnalités et des élus comme José Bové et Danielle Mitterrand appellent à un rassemblement à l'occasion de l'examen de la « proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national » par l'Assemblée Nationale.

Contacts

France Libertés

Patrick Ladiesse

patrick.ladiesse@france-libertes.fr

01 53 25 10 40

06 74 29 78 46

Les Amis de la Terre

Caroline Prak

caroline.prak@amisdelaterre.org

01 48 51 18 96

06 86 41 53 43

Réseau Une seule planète

Fabienne Thore

f.thore@crid.asso.fr

01 44 72 89 67

Le mardi 10 mai

11h place Herriot (derrière l'Assemblée Nationale)

Un an à peine après la signature par Jean-Louis Borloo, en plein Grenelle de l'environnement, des permis d'exploration des gaz et huiles de schiste octroyés sans aucune consultation, une forte mobilisation citoyenne a réussi à imposer cette question dans le débat public, alertant sur les forts risques environnementaux et sociaux posés par ces activités et demandant l'abrogation de tous les permis. Plusieurs propositions de lois, réunies ensuite en un texte unique, ont ainsi été déposées pour réglementer ou interdire ces catastrophes annoncées (entre autres, contamination de l'eau, de l'air et des sols, consommation excessive d'eau et d'énergie).

La question de l'exploration et de l'exploitation des gaz et huiles de schistes ne se résume pas à une question de technique d'extraction. La crise climatique ne nous permet tout simplement pas d'aller extraire ces ressources. Rappelons en effet que les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production des hydrocarbures non conventionnels sont nettement supérieures à celles des ressources fossiles traditionnelles.

La baisse des réserves conventionnelles en gaz et en pétrole devrait inciter le Gouvernement à se tourner vers la sobriété énergétique et les énergies renouvelables. Lorgner du côté des ressources non conventionnelles ne fera au contraire qu'alimenter notre dépendance aux énergies fossiles, au mépris des engagements pris par la France sur la scène internationale et européenne ainsi qu'au plan national, à travers le Grenelle de l'environnement. Loin d'assurer notre indépendance énergétique, l'exploitation de ces ressources ne fera que retarder la nécessaire transition énergétique de la France.

Pour maintenir la pression sur les députés pour qu'ils adoptent un projet de loi visant à abroger les permis d'exploration de gaz et huiles de schistes déjà octroyés et à interdire la délivrance de tout nouveau permis d'exploration et d'exploitation, les collectifs et associations organisent un rassemblement festif suivi d'un happening « eau » en couleur. Des « feuilles d'eau » contre les gaz de schiste seront offertes aux députés au cours de cette manifestation.

Les collectifs citoyens restent mobilisés : le rapport provisoire de mission d'étude du CGIET et du CGEDD remis à Madame la Ministre Nathalie Kosciusko Morizet constitue en effet un véritable plaidoyer pour les gaz et huiles de schiste, en affirmant notamment que la France doit continuer l'exploration, sous forme de « puits expérimentaux », afin de pouvoir envisager l'exploitation d'ici « deux ou trois ans », et ce malgré la proposition de loi actuelle.

Ce document provisoire estime qu'il faudra « clarifier les obligations des opérateurs gaziers et pétroliers sur les incidences de leurs travaux sur les ressources en eau » sans exprimer aucune modalité, ni même aucune possible contrainte. Un aveu clair que toute exploration et exploitation de ces gaz et huiles de schiste auront inmanquablement un impact sur l'environnement sans que, pour autant, aucun engagement à créer des obligations et des sanctions face à cette exploitation ne semblent envisagés.

Les citoyens n'ont pour l'instant aucune assurance que les permis accordés seront réellement retirés, d'autant que le rapport final n'a pas encore fourni ses conclusions définitives. Il est donc essentiel de continuer la mobilisation pour obtenir le retrait des permis d'exploration sans aucune compensation et l'interdiction ferme et définitive de l'exploration (y compris « expérimentale ») et de l'exploitation des gaz et huiles de schiste, aussi bien en France qu'à l'étranger par les filiales d'entreprises françaises.

Nous invitons donc l'ensemble des forces citoyennes à prendre part à ce rassemblement afin d'interpeller nos députés sur ce problème grave et de montrer que la mobilisation reste et restera active. Quel qu'en soit le résultat, cette mobilisation ne constituera qu'une étape de notre lutte pour une société écologiquement soutenable fondée sur une justice sociale et environnementale.

Ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain !

Signataires : Coordination nationale des collectifs anti gaz et huile de schiste, Le Collectif citoyen Ile-de-France Non aux gaz et pétroles de schiste, France Libertés, Les Amis de la Terre, Réseau Une seule planète, RAC (Réseau Action Climat), AITEC, ATTAC, Greenpeace.